



« Il ne faut pas mettre les jeunes dans des cases »

Recueilli par

Chaque dimanche, découvrez un grand entretien pour laisser de la place aux idées d'ici. Aujourd'hui : comment accompagner les jeunes ? Réponse avec la secrétaire d'État Sarah El Haïry.

Entretien

Sarah El Haïry, 33 ans, secrétaire d'État chargée de la jeunesse et du service national universel (SNU), conseillère communautaire (Modem) à Nantes.

Vous dites que vous voyez tous les jours les jeunes. Que leur dites-vous ?

Ma mission est d'accompagner les jeunes de France. Je me refuse à dire la jeunesse. Parce qu'en fait, il n'y en a pas qu'une. J'ai rencontré des milliers de jeunes, à plein d'endroits et de moments différents. Dans les écoles, les associations, les entreprises, les missions locales... Je vois des jeunes ruraux, de quartiers, d'origine étrangère. Des jeunes qui sont majoritairement engagés. Dont certains sont anxieux. Parce qu'ils sont conscients de la situation de la planète. On appelle ça l'écoanxiété. Quand on fait la loi Climat et résilience (2021), c'est de notre responsabilité. L'État prend sa part et nous allons aller encore plus loin, notamment sur la sobriété. Ces jeunes doivent pleinement prendre leur place. C'est à eux d'être les tisserands de cette transition. Je leur dis : engagez-vous dans les boîtes, transformez-les. Accompagnez la sensibilisation dans les lycées. Devenez éco-délégués.

On voit pourtant des jeunes qui sont peu engagés, désintéressés de la politique...

L'engagement a changé durant ces vingt dernières années, il s'est radicalisé. Il y a deux pôles de radicalité : une partie de notre jeunesse croit moins en nos institutions, en nos élus, en la parole publique. Ce sont notamment les conséquences du complotisme, des fakes news. C'est une génération qui ne croit pas aux déclarations ; elle veut des preuves, des actes.

On remarque aussi que les jeunes s'engagent moins dans le bénévolat pour être président ou trésorier d'association, comme nos parents et grands-parents. Mais quand ces jeunes marchent pour le climat, qu'ils nettoient des plages, qu'ils s'inscrivent sur la plateforme du gouvernement jeuxaider.gouv.fr en plein Covid, eh bien cette jeunesse, elle est engagée.

Estimez-vous que la jeunesse, ses envies et ses espoirs, est plus difficile à appréhender aujourd'hui ? Dans les classes, les questions de sexualité et de genre se posent parfois.

Il ne faut pas les mettre dans des cases, des catégories. Le combat de l'égalité, c'est le combat du respect de l'autre et c'est l'affaire de tous. Ce n'est pas parce que tu es homosexuel que tu luttas contre l'homophobie. Que tu es d'origine marocaine ou algérienne que tu dois lutter tout seul contre le racisme. Que tu es de confession juive que tu es tout seul face à l'antisémitisme.

Chacun des combats contre les LGBT-phobies, le racisme, l'antisémitisme ne doit pas être laissé à ses seules victimes.

Il y a une montée de l'extrême droite dans notre pays. C'est le plus grand des ennemis, celui qui fracturerait en profondeur le pacte social. Et de l'autre côté, il y a une partie de l'extrême gauche qui essentialise d'une certaine manière ces jeunes, elle mène des luttes en fonction des identités. Moi, je combats et je lutterai toujours contre les réunions genrées ainsi que toute forme d'assignation.

Des jeunes ne font pas confiance à Parcoursup, disent qu'ils confient leur avenir à un algorithme. Que leur répondez-vous ?

En cinq ans, Parcoursup a évolué et des améliorations vont encore être apportées. Il faut voir d'où on vient. La plateforme APB, c'était du tirage au sort. Il n'y a pas pire injustice. Aujourd'hui, il n'y a plus de hasard et le peu de personnes sans réponse ont été individuellement accompagnées par les rectorats. La France ne lâche pas ses étudiants tout seuls.

Ce qu'on peut mieux faire, c'est de permettre à chacun de construire son orientation bien plus tôt, dès le collège, en allant un jour par an découvrir des métiers, par exemple. On a une vision trop linéaire des parcours. On a des employeurs qui doivent aussi évoluer, sur la lecture des CV, notamment en prenant en compte les savoir-être et savoir-faire acquis parfois en dehors des études.



Le service national universel répond-il aux attentes des jeunes, remplit-il ses objectifs quand on sait leur méfiance vis-à-vis des institutions ?

Le SNU, c'est un temps de rencontre entre des jeunes, qui viennent de territoires différents, un temps de cohésion nationale, de renforcement de la force morale de notre pays. S'il est en lycée pro, en lycée général, en décrochage, s'il est français de l'étranger, rural ou urbain, on ne demande pas d'où il vient. On gomme les inégalités. On leur donne les moyens d'être à la hauteur des défis de notre temps : comment réagir face à un incendie, à des grands orages. On leur apprend les gestes qui sauvent, on les prépare au permis de conduire. On leur donne les moyens de lutter contre le cyberharcèlement, les fake news, le complotisme. Ou la capacité de débattre sur la laïcité.

Depuis 2019, 60 000 jeunes ont vécu le SNU. Sous le premier quinquennat, on était dans une phase d'expérimentation. La première année, il y avait 2 000 jeunes, dans treize départements. Ma mission est de continuer à aller chercher des jeunes très différents et de répondre à la volonté de déploiement du président de la République.

Mi-septembre, à Caen, une enseignante a été poignardée par un élève. Des tensions existent toujours dans les établissements ?

Il y a une montée globale de la

violence dans notre pays. La réponse sera toujours d'une grande fermeté. C'est très grave ce qu'il s'est passé. Que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement, aucun acte de violence ne doit être justifié. Un soutien a été apporté aux élèves et aux enseignants et le ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse, Pap Ndiaye, s'y est rendu ce vendredi pour échanger avec la communauté éducative et les organisations syndicales. On en tirera toutes les conséquences. Il faut des sanctions, il faudra débattre de la responsabilité des parents. Des lois existent, il faut les appliquer fermement.

Vous avez été très touché par l'assassinat de Samuel Paty, à la sortie du collège dans lequel il enseignait, à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), en octobre 2020. Vous avez ensuite rencontré des jeunes à Poitiers, lors d'une réunion houleuse. Comment convaincre ceux qui se disent victimes de discrimination ?

Ma ligne de conduite est très simple : il faut pouvoir parler de tout. Ce n'est pas à ces jeunes que j'en veux. Ils ne voulaient pas chanter La Marseillaise, je trouve cela dommage. Mais je veux leur prouver que notre pays est le meilleur pour eux, pour leur émancipation.

Mon combat est contre ceux qui leur brisent les ailes, contre ce discours

victimaire qui est de dire qu'avec ta religion, ta couleur de peau, ton nom, tu vas être une victime. Que ça ne sert à rien que tu fasses des études, que tu veuilles t'en sortir, parce que tu ne trouveras pas de boulot, pas de logement. Qu'il y a du racisme et que ce racisme est d'État. Mais c'est un mensonge. Ces prêches sont très graves. C'est briser leur foi en la République. Ce sont les condamner à une assignation d'identité, une assignation religieuse. Je lutterai toujours contre cela.



Parmi les priorités de Sarah El Haïry, secrétaire d'État chargée de la jeunesse et du service national universel, l'engagement des jeunes et la défense de la laïcité.

